Prise de parole intersyndicale 1er mai 2023

Chers camarades, chers amis,

Comme chaque année et encore plus peut être cette année, le 1er mai est une date importante et symbolique pour les travailleurs du monde entier.

En France, c'est dans un contexte particulier de nouvelles attaques contre nos droits à la retraite, qui viennent d'être adoptées dans le PLFSS rectificatif, que les 8 Organisations syndicales au niveau national et dans l'Eure ont décidé d'appeler ensemble à ce 1er mai 2023.

Rappelons qu'au moment où nous sommes réunis à Evreux, d'autres manifestations se déroulent également à Pont-Audemer, à Gisors et un peu plus tôt à Louviers, comme sur tout le territoire national. Cela démontre une nouvelle fois la détermination qui est la nôtre à combattre toute régression sociale dont sont victimes les travailleurs, les privés d'emploi, les retraités et la jeunesse.

Avant d'aborder ce dossier des retraites contre lequel nous sommes tous mobilisés depuis maintenant de nombreux mois, il est important de revenir rapidement sur les origines de ce 1er mai.

Non le 1er mai, n'est pas la fête du Travail comme on peut l'entendre régulièrement dans les médias.

Rappelons que cette requalification du 1er mai en fête du Travail vient d'une période sombre de notre histoire : celle du fascisme et du nazisme, avec un État français qui à l'époque avait remis en cause toutes nos libertés, au service de l'obscurantisme.

En 1884, les principaux syndicats ouvriers des États-Unis s'étaient donné deux ans pour imposer aux patrons une limitation de la journée de travail à huit heures. Ils avaient choisi de débuter leur action un 1er mai parce que beaucoup d'entreprises américaines entamaient, ce jour-là, leur année comptable. Cette mobilisation, rassemblant plus de 300 000 manifestants, se finit en bain de sang !

En 1891, en France ce sont les ouvriers du Textile de Fourmies, revendiquant la journée de travail de huit heures qui se finit malheureusement là aussi en bain de sang !

Le 1er mai c'est la journée internationale des luttes et des revendications des travailleurs,

C'est la journée internationale des solidarités ouvrières.

Le 1er mai appartient aux travailleuses et aux travailleurs. Il permet à tous les salariés du public comme du privé, les jeunes et les retraités de se réunir pour porter les revendications et combattre toute forme de discrimination qu'elle soit raciale, sociale, contre les discriminations faites aux femmes ou contre les minorités.

C'est aussi l'occasion d'être en solidarité avec toutes les populations dans le monde entier qui subissent la guerre, la misère, les dictatures et les restrictions de leurs libertés.

Maudite soit la guerre !

Partout dans le monde des populations souffrent. Elles sont confrontées aux drames, à la perte de leurs proches.

La guerre n'apporte que terreur et misère pour les travailleuses et les travailleurs.

Pain, la Paix et la Liberté, voilà ce que nous voulons à nouveau porter en ce 1er mai 2023 !

Ce 1er mai est également l'occasion de rappeler notre attachement à la liberté d'expression et aux libertés syndicales partout dans le monde.

Défendons nos libertés individuelles et collectives coûte que coûte !

Et en la matière, force est de constater que dans notre pays également, terre pourtant des droits de l'Homme et du Citoyen, celles-ci sont de plus en plus bafouées.

Car oui, les attaques contre la liberté d'expression, contre la liberté de manifester, contre le droit de grève sont aussi une réalité dans notre pays.

Nous le voyons encore concernant la mobilisation contre la loi sur les retraites MACRON/BORNE que nous combattons et dont nous demandons l'abrogation.

Les réquisitions opérées par les pouvoirs publics pour empêcher toute contestation contre ce projet de loi qui nous emmène vers la retraite des morts sont inacceptables.

Tout comme sont intolérables les violences policières qui sont issues des ordres donnés par les pouvoirs publics contre ceux qui expriment légitimement leur colère.

On en est maintenant à interdire de faire du bruit, à interdire de manifester et de s'exprimer contre les remises en cause multiples des droits et des ~~les~~ acquis de la classe ouvrière de ce pays.

Mais rien n'y fera !

Cette contre-réforme des retraites, nous n'en voulons définitivement pas.

90 % des salariés et 72% des Français rejettent cette contre-réforme injuste, injustifiée et brutale.

Ce recul de départ à la retraite à 64 ans, les 43 ans de cotisation pour obtenir une retraite pleine et entière, la casse des régimes spéciaux, nous y sommes viscéralement opposés et nous rejetons irrémédiablement ces mesures de régressions sociales.

Car ce sont bien jusqu'à deux ans de vie en bonne santé que les pouvoirs publics veulent nous confisquer.

Face à ce rejet, le président MACRON et son gouvernement restent sourds à notre revendication d'abrogation !

Cette contre-réforme va entraîner des conséquences dramatiques pour la population de ce pays. Or MACRON, BORNE et son gouvernement ne nous répondent que par la provocation et le mépris.

À jouer les bravaches devant le rejet criant des salariés actifs, jeunes, chômeurs et retraités de sa contre-réforme des retraites, le président de la République porte toute la responsabilité de la colère qui explose sur l'ensemble du territoire.

Cette surdité, ces provocations, ce mépris entrainent une inéluctable ~~une~~ crise sociale, économique mais aussi une crise démocratique.

Dans le même temps, les plans de licenciements se multiplient dans le secteur privé, y compris dans l'Eure notamment chez APTAR avec 51 emplois menacées sur les sites du Neubourg, de Charleval et de Verneuil…

L'inflation impacte de plus en plus les salariés actifs du privé comme du public, les jeunes, les retraités, les sans-emploi.

Les attaques portées contre notre protection sociale collective, contre les services publics avec une situation dramatique dans l'Éducation nationale, dans l'hôpital public, dans les administrations sont insupportables et doivent cesser.

Les politiques publiques de casse de la sécurité sociale et de nos services publics entrainent plus de précarité et elles tuent. Oui mes camarades, ces politiques d'austérité tuent. C'est une réalité que chacun d'entre nous constatons.

Si les mesures portant sur les retraites intégrées dans le PLFSS rectificatif devaient être appliquées, ce sont toutes les autres contre-réformes que le gouvernement a en projet qui suivraient.

Nous n'avons donc pas d'autre choix que d'obtenir au plus vite l'abrogation de cette loi, si nous ne voulons pas voir les politiques de régressions sociales s'accentuer.

Le projet de loi travail, avec son pacte de la vie au travail annoncé au lendemain de l'adoption de la loi sur les retraites n'est qu'un enfumage de plus.

Parmi les premières mesures de ce projet y figure le RSA Rebond via la création de FRANCE TRAVAIL qui est amené à remplacer Pôle emploi.

L'Eure en est un des départements pilotes en matière d'expérimentation de ce RSA rebond.

L'intersyndicale de l'Eure s'est mobilisée ces dernières semaines contre cette expérimentation qui ne doit pas être généralisée.

Après s'être attaqué aux droits et au niveau des indemnités des travailleurs en recherche d'emploi avec la contre-réforme de l'assurance chômage, le gouvernement porte un nouveau coup bas contre les droits et la dignité des travailleurs.

Avec la loi sur les retraites qui vient d'être promulguée et que nous rejetons, c'est une attaque portée contre les droits et les niveaux de retraites et des pensions de futurs retraités

Désormais c'est au tour des bénéficiaires du RSA d'être ciblés, c'est-à-dire de la population la plus précarisée, en les stigmatisant et en remettant en cause notre modèle social républicain de solidarité.

Ce que revendique l'intersyndicale de l'Eure, c'est l'arrêt de cette expérimentation injuste contre les plus précaires, et le retrait du projet de RSA Rebond.

Ce que nous exigeons c'est un vrai travail, un vrai contrat et un vrai salaire pour tous !

Ce que revendique l'intersyndicale de l'Eure, c'est l'abandon de la contre-réforme de l'assurance chômage qui réduit les droits des demandeurs d'emploi.

Ce que revendique l'intersyndicale de l'Eure, c'est l'abrogation de la loi sur les retraites MACRON/BORNE qui va précariser les futurs retraités.

Ce que l'intersyndicale de l'Eure exige, c'est l'augmentation générale et immédiate des salaires dans le privé et du point d'indice pour les agents de la Fonction Publique.

C’est l’augmentation des retraites et des pensions et le retour au prélèvement de la CSG d’avant 2018 pour les retraités.

C’est la réévaluation significative des minima sociaux dont fait partie le RSA.

Ce que nous revendiquons, c’est une meilleure répartition des richesses produites.

Et pour gagner sur toutes ses revendications mes camarades, une seule solution : amplifier la grève jusqu’à l’abrogation de la loi retraite, pour bloquer toutes les régressions sociales et pour l’augmentation des salaires, retraites et minima sociaux !

À nous tous de prendre nos responsabilités pour préserver nos droits et nos acquis.

Vive le 1er mai !

Vive la classe ouvrière dans le monde entier !

Au nom de l’intersyndicale de l’Eure merci de nous avoir écoutés.